

LE CONSEIL D'ÉTAT ET LA GRANDE GUERRE



Colloque organisé par le Comité d'histoire
du Conseil d'Etat et de la juridiction administrative

VENDREDI 20 NOVEMBRE 2015

de 9 h 30 à 17 h 30

à l'ENA – amphithéâtre A. Parodi

2, avenue de l'Observatoire 75006 PARIS

SAMEDI 21 NOVEMBRE 2015

de 9 h 30 à 12 h

au Musée de l'Armée - auditorium Austerlitz

Hôtel des Invalides

129 rue de Grenelle 75007 PARIS

Accès par la grille de l'Esplanade



VENDREDI 20 NOVEMBRE à l'ENA – amphithéâtre A. Parodi

9 h 30 - **Ouverture**

Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État
Antoine Prost, professeur émérite des universités

Les hommes et la guerre

Présidente de séance :

Martine de Boisdeffre, conseillère d'État,
présidente du Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative

Les hommes à la guerre

10 h 25 - Les mobilisations, au front et à l'arrière, des membres et agents du Conseil d'État
Antoine Perrier, agrégé d'histoire, doctorant au Centre d'histoire de Sciences Po

10 h 50 - Un engagé de 58 ans : Henri Collignon, conseiller d'État et soldat de 2e classe
Terry Olson, conseiller d'État

Pause

11 h 20 - La mort et le deuil de guerre au Conseil d'État
Annie Deperchin, chercheur associé au Centre d'histoire judiciaire de l'université Lille 2

11 h 40 - Les conseillers de préfecture mobilisés
Marc Bouvet, professeur à l'université d'Angers

L'adaptation à la guerre

12 h 00 - L'administration de la guerre hors des institutions – un exemple : l'activité de Georges Cahen-Salvador concernant les prisonniers de guerre
Alain Chatriot, professeur au Centre d'histoire de Sciences Po

Echanges avec la salle - Déjeuner libre

14 h 30 - Le Conseil d'État de la Grande Guerre : regard sur un grand corps républicain
Camille Pascal, conseiller d'État

14 h 55 - Les conseillers de préfecture en fonction pendant et à la sortie de la guerre
Marc Bouvet, professeur à l'université d'Angers

Réflexions de sortie de guerre

15 h 20 - Quel avenir pour les institutions et l'État ?
Présentation des écrits de Léon Blum et d'Henri Chardon
Nicolas Roussellier, maître de conférences au Centre d'histoire de Sciences Po

15 h 45 - Echanges avec la salle et pause

Conseiller l'État face à la guerre

Président de séance :

Jean Massot, président de section honoraire au Conseil d'État

16 h 10 - L'installation du Conseil d'État à Bordeaux, ou comment le conseiller du Gouvernement suit celui-ci

Raphaël Matla-Duvignau, maître de conférences
à l'université de Bretagne occidentale

16 h 35 - L'activité consultative du Conseil d'État durant la Grande Guerre : entre efficacité et retenue ?

Olivier Carton, maître de conférences à l'université du Littoral-Côte d'Opale

17 h 00 - L'activité consultative et de contrôle des comptes des conseils de préfecture : l'exemple de la Seine-et-Oise

Catherine Lecomte, professeur émérite des universités

Echanges avec la salle

SAMEDI 21 NOVEMBRE au Musée de l'Armée – auditorium Austerlitz

Juger l'État en guerre

Président de séance :

Michel Combarneus, président de section honoraire au Conseil d'État

9 h 30 - La doctrine juridique face à la guerre

Bernard Pacteau, professeur des universités honoraire

10 h 00 - Juger l'état de guerre : le contentieux du Conseil d'État et des juridictions administratives

Jean Barthélemy, ancien président de l'Ordre des avocats
au Conseil d'État et à la Cour de cassation

10 h 25 - La guerre, source d'innovations jurisprudentielles

Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'État

10 h 50 - Echanges avec la salle et pause

11 h 15 - **Conclusion**

Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur d'études à
l'École des hautes études en sciences sociales

12 h 00 - Cocktail

Comme toutes les institutions françaises, le Conseil d'État a été touché par la Grande Guerre. Il le fut peut-être plus que d'autres, en tant que conseiller du Gouvernement et juge de l'administration. Cette période de son histoire, comme celle des conseils de préfecture, a pourtant été peu étudiée. Au-delà de l'intérêt commémoratif, ce colloque permettra de mieux saisir l'impact du conflit au sein de la juridiction administrative.

Membres et personnels du Conseil d'Etat, avocats aux conseils et conseillers de préfecture connaissent des destinées diverses durant les hostilités. Certains quittent l'institution pour se battre ou pour administrer la guerre tandis que d'autres restent au sein des institutions pour les faire fonctionner. La sortie de guerre entraîne de nombreuses évolutions, parfois anticipées dans des réflexions théoriques.

Dans quelle mesure la fonction consultative a-t-elle évolué au cours du conflit ? L'analyse de l'activité de l'assemblée générale du Conseil d'État, brièvement réfugié à Bordeaux, et de celle des conseils de préfecture, à travers l'exemple de la Seine-et-Oise, permettra de mieux le comprendre.

L'étude de la doctrine et de l'activité juridictionnelle sera l'occasion de mettre en valeur la variété et la richesse du contentieux du Conseil d'État et des juridictions administratives. L'état de guerre fut en effet source de plusieurs innovations jurisprudentielles.

INSCRIPTION OBLIGATOIRE (dans la limite des places disponibles)

Merci d'envoyer vos noms, fonctions et coordonnées
par courriel à l'adresse : comite-histoire@conseil-etat.fr
(avant le mardi 10 novembre 2015)

Un courriel de confirmation vous sera envoyé.

Pour des raisons de sécurité, nous vous remercions de bien vouloir vous munir d'une pièce d'identité le jour du colloque

Contact : secrétariat du Comité d'histoire
Tél. : 01 40 20 81 31